



INSTITUT DE RADIOPROTECTION ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE
DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'INTERVENTION

**Comité de pilotage
du Réseau national de mesures
de la radioactivité de l'environnement**

- Deuxième réunion -

**3 novembre 2004
Autorité de sûreté nucléaire (Paris)**

Compte-rendu

Les points abordés au cours de la réunion sont les suivants :

- 1- Ouverture de la réunion du comité de pilotage et tour de table
- 2- Approbation du compte rendu de la réunion du 10 juin 2004
- 3- Projet de modifications de l'arrêté du 17 octobre 2003
- 4- Calendrier de développement du portail Internet
- 5- Présentation de la version 0 du portail Internet, synthèse du GT du 22 octobre 2004
- 6- Synthèse des résultats du questionnaire
- 7- Transfert des données informatiques, de l'information à la base de données

Prochaine réunion du comité de pilotage : jeudi 26 mai 2005 de 14H à 17H, Paris (ASN)

Réunion du groupe de travail « base de données » : jeudi 20 janvier 2005 de 14H à 17H,
Le Vésinet (IRSN)

1 – ACCUEIL ET TOUR DE TABLE

M. André-Claude Lacoste, président du comité de pilotage, introduit la séance et propose un tour de table des participants à cette deuxième réunion. La liste des membres du comité de pilotage et des autres participants à la réunion est présentée en **annexe 1** de ce compte-rendu.

2 – APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 10 JUIN 2004

M. Fabrice Leprieur, secrétaire du comité de pilotage, rappelle que le compte rendu de la première réunion du comité de pilotage a été envoyé à tous les membres du comité par voie postale et électronique. Les quelques remarques reçues ont été toutes prises en compte. M. Lacoste acte l'approbation de ce compte rendu à l'unanimité.

3 - PROJET DE MODIFICATIONS DE L'ARRÊTÉ DU 17 OCTOBRE 2003

Après un rappel synthétique du contexte réglementaire du Réseau national de mesures, Marie-Noëlle Levelut (DGSNR) présente le projet de modifications de l'arrêté du 17 octobre 2003 (**annexe 2**) qui tient compte des enseignements tirés des réunions du comité de pilotage et de la commission d'agrément des laboratoires et de l'instruction des premières demandes d'agrément des laboratoires. Ce projet propose la création de trois nouvelles sections et la modification de la section II relative aux conditions d'agrément et aux critères de qualification des laboratoires.

Outre l'insertion de la grille des agrément de l'arrêté du 18 mai 2004 (voir art. 8 du projet) dans la **section II**, ce projet propose la suppression des engagements du laboratoire à transmettre des résultats à l'IRSN en raison des exigences de confidentialité et de protection des droits de propriété des clients. Ces engagements ne sont pas modifiés en ce qui concerne les organismes visés par l'article R.1333-11-I du code de la santé publique. La DGNSR propose également l'introduction de trois articles dans la section II relatifs à l'accréditation de l'IRSN en tant qu'organisateur d'essais interlaboratoires (art. 11), l'interdiction de sous-traitance des essais interlaboratoires (art. 12) et la suspension d'agrément assortie de dispositions particulières (art.18).

La **section III** concerne la transmission des résultats de mesures au Réseau national en précisant la différenciation entre les exploitants, les établissements publics et les collectivités faisant des contrôles réglementaires de radioactivité, et les autres laboratoires ou organismes agréés. Dans le premier cas, il y a obligation d'effectuer (ou de faire effectuer) les mesures réglementaires par des laboratoires agréés et de transmettre les résultats à l'IRSN. En revanche, dans le second cas, la transmission des résultats à l'IRSN ne sera effectuée que dans le cadre d'une démarche volontaire de la part des laboratoires agréés. La section III précise également que des informations sur le prélèvement et la mesure doivent accompagner les résultats de mesures (art. 25).

Les dispositions finales de la **section IV** porte sur l'abrogation des arrêtés du 7 août 1990 avec toutefois une prolongation de validité des certificats de qualification technique obtenus jusqu'à la publication au Journal Officiel des agréments délivrés à la suite de l'organisation des nouveaux essais interlaboratoires (art. 26). La **section V** concerne les dispositions transitoires et précise les délais fixés pour l'obtention de l'agrément par les laboratoires effectuant des mesures réglementaires (art. 27) et pour l'obtention par l'IRSN de l'accréditation « organisateur d'essais interlaboratoires » (art. 28). L'article 29 précise que les résultats des laboratoires disposant du certificat de qualification pourront être diffusés sur le Réseau national jusqu'à la publication au JO des arrêtés relatifs aux agréments.

Cet exposé est présenté en **annexe 3** du compte rendu.

M. Lacoste rappelle qu'il est important de tirer profit du retour d'expérience pour avoir un texte opérationnel et ouvre le débat sur ce projet de modifications. Une saisine officielle des membres du comité de pilotage du Réseau et de la commission d'agrément ainsi que des laboratoires sera formalisée dans les prochains jours.

M. Linden (IRSN) souhaite que des précisions soient apportées sur la définition de la situation d'urgence radiologique (art. 22 section III), en référence à l'article R.1333-76 (en cours de modification) et aux niveaux d'intervention définis en application de l'article R.1333-80 du code de la santé publique. Concernant l'article 25 de la section III, M. Linden précise que les recommandations de la Commission européenne du 8 juin 2000 ne comporte pas seulement des informations sur le prélèvement et la mesure devant accompagner les résultats de mesures. Ces recommandations concernent également les milieux d'échantillonnage, les types et la périodicité de mesures. M. Lacoste acte l'intervention de l'IRSN sur ces deux articles de la section III.

M. Gay (DPPR) précise qu'il faudra veiller à ce que les modifications permettent une meilleure fonctionnalité du Réseau national. Les modifications proposées étant nombreuses, il faudra également s'assurer du consensus autour de la version finale et surtout lever l'ambiguïté de l'ancien texte afin de différencier les exploitants, les établissements publics et les collectivités faisant des contrôles réglementaires de radioactivité, et les autres laboratoires ou organismes agréés. M. Lacoste rappelle que les articles 21 et 23 sont relativement explicites sur ce point.

Mme Sené (GSIEN) s'interroge sur les dispositions de l'article 22 relatives à la situation d'urgence radiologique. A l'instar de l'IRSN, d'autres organismes ou laboratoires sont également capables de donner l'alerte en cas d'anomalie radiologique. Concernant l'article 5, Mme Sené souhaiterait que le rapport de synthèse de l'IRSN relatifs aux estimations des impacts radiologiques des principales activités nucléaires soit complété par les contributions des différents acteurs du réseau, rapport qui serait alors soumis pour avis au comité de pilotage avant diffusion sur le portail Internet..

A la demande de M. Florence (EDF), Mme Levelut apporte des précisions sur l'article 29 (section V). Cet article stipule que les résultats des laboratoires disposant du certificat de qualification pourront être diffusés sur le Réseau national jusqu'à la publication au JO des arrêtés relatifs aux agréments. Les résultats de mesures réglementaires des exploitants seront diffusés sur le Réseau national au plus tard le 31 décembre 2008, en conformité avec les dispositions de l'article 27.

M. Devin (COGEMA) s'associe aux remarques formulées par l'IRSN sur l'article 22, et propose un rapprochement des articles 21 et 23. M. Dixsaut (AFSSE) fait une proposition de rédaction pour le rapprochement de ces deux articles. M. Devin poursuit en demandant un assouplissement de l'article 18 relatif aux suspensions d'agrément en cas d'échec à un essai interlaboratoire. Cette suspension ne devrait intervenir que pour l'essai (le type de mesure) incriminé. Pour les exploitants, le point 7 de l'annexe 2 devrait être revu car il se présente comme une attestation d'engagement à respecter la réglementation, ce qu'il est inutile de préciser. M. Devin souhaite enfin ajouter que les objectifs du Réseau national devraient être mieux précisés dans ce nouvel arrêté.

A la demande de Mme Sené, M. Lacoste rappelle que l'objectif majeur de la création de la section III est de préciser qu'en dehors des exploitants et des organismes décrits dans l'article 21, les laboratoires agréés auront le choix de participer ou non au Réseau national de mesures (art. 23). M. Lacoste remercie les participants pour leurs interventions en précisant qu'une nouvelle version de ce projet de modification de l'arrêté du 17 octobre 2003 sera mise en consultation par courrier officiel avec une date limite pour les réponses fixée au 15 janvier 2005.

4 - CALENDRIER DE DÉVELOPPEMENT DU PORTAIL INTERNET

M. Stoltz (DGSNR) présente le calendrier de développement du portail Internet comportant trois grandes étapes. La version 0 du portail transitoire sera soumise à l'avis du comité de pilotage puis, après intégration des modifications, mise en ligne dans le courant du mois de janvier 2005.

La professionnalisation du site (version 1) interviendra dans le courant de l'année 2005. Cette version intégrera notamment la charte graphique du Réseau national actuellement en cours de réalisation.

La version 2 du portail Internet interviendra dans le courant de l'année 2006. Sur la base de la version 1 entièrement refondue, cette version proposera un module d'accès à la base de données du Réseau national de mesures.

Afin d'inclure les membres du comité de pilotage dans l'accomplissement de ces tâches, la DGSNR et l'IRSN organiseront deux groupes de travail dont les thématiques porteront sur :

- le choix des informations à enregistrer (type, unités, précision, fréquence) et les formats d'échange de données
- le choix des informations qui seront mises à disposition du public via le portail Internet

Ces GT doivent également permettre de recueillir les éléments de réflexion et les attentes des principaux producteurs de données relatifs à ces différents sujets.

5 - PRÉSENTATION DU PORTAIL INTERNET (VERSION 0) ET SYNTHÈSE DU GT DU 22 OCTOBRE 2004

M. Leprieur présente le contenu de la version 0 du portail Internet. Cette version non maquettée a également fait l'objet d'une présentation aux participants du GT « Internet », le 22 octobre 2004.

Ce portail s'articule autour de quatre chapitres principaux :

1. Présentation du Réseau national de mesures
2. Consultation des données et des rapports sur l'état radiologique de l'environnement
3. Agrément ministériel des laboratoires
4. Eléments d'information sur la radioactivité et les rayonnements ionisants

A l'issue de la présentation, M. Leprieur précise que la version 0 du portail sera distribuée à chaque participant à la fin de la réunion afin que les membres du comité de pilotage puissent participer à la rédaction des paragraphes les concernant directement et s'exprimer sur l'ensemble du contenu de cette version. A la demande des membres du comité de pilotage, et dans un souci d'homogénéisation des différents paragraphes concernant chaque acteur et/ou producteur de données, un modèle-type sera proposé.

M. Leprieur poursuit sur la synthèse du GT « Internet » du 22 octobre 2004 dont le compte-rendu sera diffusé prochainement aux membres du comité de pilotage. L'ensemble des participants s'accorde sur le fait que seuls les résultats de mesures issus de laboratoires agréés seront intégrés dans le Réseau national. La question du radon est abordée par M. Paris (DRASS) et M. Pirard (InVS). M. Lacoste précise que les résultats des campagnes radon menées dans les maisons et les ERP (et donc pas dans l'environnement *stricto sensu*) ne seront pas pris en compte dans le cadre du Réseau national.

Mme Sené propose que des liens vers les sites Internet des laboratoires agréés, mais ne souhaitant pas participer au réseau, soient également possibles. Mme Sené ajoute qu'il est important dans un premier temps de rester très factuel sur les résultats de mesures qui seront diffusés.

M. Lacoste conclut en insistant sur l'importance du travail réalisé pour la création de cette première version du portail Internet qui sera rapidement améliorée avec la version 1 en 2005.

Cet exposé est présenté en **annexe 4** du compte rendu.

6 - SYNTHÈSE DES RÉSULTATS DU QUESTIONNAIRE

Mlle Duffa (IRSN) présente une synthèse des résultats du questionnaire dont l'objectif était de recenser l'ensemble des mesures de radioactivité produites, transmises ou gérées par les membres du comité de pilotage du Réseau national, d'identifier le cadre (réglementaire, surveillance, expertise, recherche, ...) dans lequel les mesures sont effectuées, d'inventorier les points et les modalités de mesures mises en œuvre, et de cerner les attentes des différents acteurs par rapport au Réseau national de mesures.

Les mesures de radioactivité dans l'environnement peuvent être classées en 4 catégories :

- les mesures issues du contrôle réglementaires (voir de l'expertise) autour des sites nucléaires réalisées par les exploitants et l'IRSN
- les mesures issues de la surveillance de l'environnement et des produits alimentaires hors installations nucléaires effectuées par la DGCCRF, les DDASS-DRASS, l'AFSSA et la DGAL, l'InVS et l'IRSN
- les mesures très bas niveau issues des études de sites EDF et du réseau OPERA (Observatoires Permanents de la Radioactivité) de l'IRSN
- les mesures en continu issues des réseaux de télésurveillance (Téléray, Hydrotéléray) de l'IRSN.

Les informations pouvant être fournies par les producteurs de données sur les prélèvements et les mesures sont généralement identiques. Elles concernent la station de prélèvement (ou par exemple le lieu de commercialisation pour la DGCCRF) avec parfois les coordonnées spatiales, la date de prélèvement, la nature de l'échantillon, le type de traitement avant mesure, la mesure elle-même (laboratoire, type de mesure, type d'appareil) et enfin le résultat (valeur, unité, mais incertitude de mesure non systématique).

De nombreux producteurs de données transmettent d'ores et déjà leurs résultats de mesures aux autorités centrales et aux administrations régionales (DGSNR, DSND, DGAL, DRIRE ...). Ces résultats sont également exploités et diffusés sur support papier (plaquettes, rapports, bilans annuels), sur Internet et sur Minitel.

Cet exposé est présenté en **annexe 5** du compte rendu.

M. Paris (DRASS) et Mme Janin (AFSSA) tiennent à préciser certains points les concernant sur cette présentation dont l'objectif était de rester très synthétique sur les informations collectées dans le questionnaire. M. Lacoste ajoute que la situation de départ est évidemment relativement complexe étant donnée la très grande diversité de matrices et de mesures réalisées.

7 - TRANSFERT DES DONNÉES, DE L'INFORMATION A LA BASE DE DONNÉES

Dans le cadre de la thématique « base de données », M. Berdah (IRSN) présente un exposé sur la problématique du transfert des données. Cinq étapes majeures peuvent être définies :

- 1/ la saisie des informations : le possesseur des données doit disposer d'un outil permettant de saisir les informations et de générer un fichier.

- 2/ l'outil de transfert : cet outil doit permettre le transfert des informations sous forme de fichier informatique du possesseur d'informations vers le programme d'intégration. Ce transfert peut être télématique (Internet) ou manuel (via courrier postal). C'est à ce niveau qu'il faut également prendre en compte les problèmes de confidentialité et d'authentification des émetteurs.
- 3/ les informations transférées : les informations du producteur doivent être ordonnées et formatées selon des règles induites du programme d'intégration. En aval du choix de format d'échange de données, de nombreux paramètres doivent être définis (unités, précisions dans les nombres ...)
- 4/ Le programme d'intégration : il s'agit d'un code programmé qui intègre dans la base de données les informations qui lui sont présentées. Il est nécessaire de définir le contrôle qui sera effectué sur ces informations avant leur intégration dans la base.
- 5/ La base de données du Réseau national : l'objectif prioritaire du premier GT sera de répondre à de nombreuses questions relatives à la base de données : Quelles informations seront enregistrées ? Sous quelle forme ? ...

M. Berdah conclut en rappelant que le projet SISERI (Système d'Information de la Surveillance de l'Exposition aux Rayonnements Ionisants) peut constituer un bon exemple pour le Réseau national de mesures, car la démarche de développement de la base de données et du portail Internet est similaire.

Cet exposé est présenté en **annexe 6** du compte rendu.

M. Elichegaray (ADEME) intervient pour insister sur le fait qu'un format d'échange de données doit être imposé aux producteurs de données participants au Réseau national. M. Denis (GSIEN) s'associe pleinement à cette remarque. M. Leprieur précise que cela a été effectivement le cas pour SISERI. M. Denis ajoute que les risques liés à la confidentialité ne sont pas essentiels dans le cas présent car il s'agit majoritairement de données publiques qui sont, pour la plupart d'entre elles, déjà diffusées (Internet, plaquettes...).

En ce qui concerne l'outil de transfert, si la voie télématique semble la plus appropriée, M. Sené insiste pour que l'on conserve une possibilité de transfert des données par voie postale pour les « petits » producteurs qui ne disposeraient pas d'autres moyens. Mlle Duffa ajoute qu'un des points les plus importants dans la construction de la base sera la codification des données. M. Lacoste rappelle que la constitution des GT permettra d'avancer sur ces points essentiels. Il sera évidemment important de tirer profit du retour d'expérience de SISERI et de projets similaires existants à l'étranger. M. Linden cite pour exemple les base de données du Joint Research Centre de la Commission européenne à Ispra.

M. Lacoste demande aux membres du comité de pilotage intéressés par le premier GT « base de données » de se faire connaître. Le président du comité de pilotage répond favorablement à la demande de M. Devin concernant la participation au GT de représentants du CEA et de l'ANDRA.

M. Lacoste clôt la réunion en remerciant les participants et en fixant la date de la prochaine réunion du comité de pilotage au cours de laquelle un point sera fait sur les modifications de l'arrêté du 17 octobre 2003 ainsi que sur le portail Internet et la base de données du Réseau national de mesures.

-
- Prochaine réunion plénière du Comité : **le jeudi 26 mai 2005 de 14h à 17h, à Bourgoin (DGSNR)**
 - Réunion du groupe de travail « base de donnée » : **le jeudi 20 janvier 2005 de 14h à 17h, Le Vésinet (IRSN).**
-